*La deuxième partie de cet article de Joseph Daher examine les stratégies de survie déployées par des acteurs laïcs de l'opposition syrienne alors que les forces fondamentalistes islamiques gagnaient du terrain sur les scènes militaire et politique. L'auteur analyse également les avantages et les dangers dans l'utilisation du terme «État civil» (*Dawla al-madaniyya*) qui avait pour objectif de trouver un compromis entre ces idéologies contradictoires.*

***On pourra lire la première partie ici.***

## Les laïcs libéraux syriens et leurs stratégies

Certains groupes et individus laïcs ont initialement défendu et justifié la présence de mouvements fondamentalistes islamiques et djihadistes au sein de la scène politique et militaire de l'opposition syrienne sur le terrain. Ce fut le cas de multiples dissidents issus de courants libéraux, représentés dans divers organes de l'opposition tels que le Conseil National Syrien et la Coalition Nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes (Coalition, etilaf),[i] au détriment de revendications démocratiques telles que la laïcité et les droits des femmes. Ces personnalités libérales laïques ont gardé le silence sur les violations des droits de l'homme commises par des groupes salafistes ou leurs diatribes confessionnelles, et ont même inclus des groupes controversés tels que Jaysh al-Islam dans des instances politiques de l'opposition. Muhammad Alloush, ancien chef de Jaysh al-Islam, a été nommé négociateur en chef de l'opposition lors du troisième round de pourparlers à Genève avec le régime Assad, sous l'égide de l'ONU, et est resté une personnalité importante au sein du Haut Comité de négociation de l'opposition syrienne.

Il n'est donc pas surprenant de voir Hilal Abd al-Aziz al-Fa'ouri, auteur de nombreux articles sur un site Internet d'opposition al-Zaman, citer positivement George Sabra, ancien président du Conseil national syrien (CNS) et membre du de l'organisation libérale du Parti du peuple (anciennement Parti communiste – bureau politique dirigé à l'époque par un opposant historique Riad al-Turk, récemment réfugié en France après des années d'exils).[ii] George Sabra a décrit Jabhat al-Nusra, affilié à Al-Qaïda, comme «une partie du mouvement révolutionnaire» à la suite de la désignation par les Etats Unis de ce groupe comme une entité terroriste en Décembre 2012. De même, Michel Kilo a tout d'abord réfuté toutes les accusations qui avaient été faites à l'encontre de Jabhat al-Nusra et qui la caractérisait d'organisation fondamentaliste.[iii] Il a également rejeté initiallement toute comparaison entre le groupe État Islamique (EI) et Jabhat al-Nusra, affirmant que ce dernier était un mouvement qui souhaitait avoir « un système électoral islamique » et former un État islamique par consensus national, tandis que l'EI voulait y parvenir par le despotisme.[iv] De nombreuses autres personnalités laïques libérales ont également atténué la nature réactionnaire des organisations fondamentalistes et djihadistes islamiques.

Les deux parties étaient intéressées par cette collaboration dans la perspective d'atteindre le pouvoir ou du moins afin de jouer un rôle dans les différents processus de négociation. Premièrement, les personnalités et groupes laïques libéraux de la Coalition Syrienne considéraient la coopération avec les groupes islamiques intégristes et djihadistes comme une nécessité militaire dans la guerre contre le régime; même s'ils étaient hostiles à la démocratie et gouvernaient de manière autoritaire dans les zones qu'ils contrôlaient, notamment en attaquant et en kidnappant des militants et activistes démocrates et

progressistes. De leur côté, les mouvements fondamentalistes islamiques, y compris les Frères musulmans et les mouvements salafistes tels que Jaysh al-Islam, ont collaboré avec les entités en exil de l'opposition pour démontrer leur «modération» et rassurer les États régionaux et occidentaux. Les mouvements fondamentalistes islamiques ont toutefois été les principaux bénéficiaires de cette collaboration. Le partenariat était inégalitaire, car les mouvements fondamentalistes islamiques avaient développé une présence politique et militaire organisée en Syrie depuis le début du soulèvement et recevaient un financement et / ou un soutien massif d'États sympathiques à leurs groupes (Arabie saoudite, Qatar et Turquie) et / ou de réseaux privés issus des monarchies du Golfe. Les groupes démocratiques et progressistes laïques, qui étaient déjà initialement faibles en termes d'acteurs organisés, ont été sévèrement réprimés au début du soulèvement populaires par les forces militaires et services de sécurité du régime et incapables de s'organiser par la suite.

Les personnalités et les groupes au sein du CNS et de la Coalition syrienne ont estimé que la fin justifiait les moyens, mais la fin est déterminée par les moyens utilisés. Ces circonstances ont entraîné l'absence d'un pôle démocratique ou progressif organisé au niveau national, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, tout en laissant les groupes fondamentalistes islamistes et djihadistes occuper l'espace politique et militaire. Cela a conduit à la situation dans laquelle les engagements rhétoriques des organes de l'opposition en exil en faveur d'une démocratie civile et inclusive n'étaient pas suffisamment crédibles pour persuader ou au moins encourager de larges couches de la population d'abandonner le régime d'Assad et rejoindre le soulèvement populaire. De même, ils ont été incapables de développer des institutions alternatives solides et inclusives au régime.

Selon le chercheur syrien Tareq Aziza, «cette atmosphère honteuse (au sein de la Coalition syrienne dominée par la corruption et la soumission à des États et intérêts étrangers) qui a prévalu depuis des années parmi les institutions de l'opposition (si elles sont effectivement des institutions) a facilité la tâche des Occidentaux de croire et des des partisans du régime de promouvoir leur propagande mensongère tel que «l'absence d'alternative»; ou même « peur de l'alternative »; et « Assad est mauvais mais il n'y a pas d'alternative mature! », etc.[v]

Les fondamentalistes religieux et les conservateurs, ainsi que les groupes et les personnalités confessionnelles ont dominé le CNS et la Coalition Syrienne. Ces deux organes ont tenté de « vendre » aux médias leur caractère inclusif en désignant des personnalités laïques et démocrates à des postes visibles afin de rassurer les bailleurs de fonds occidentaux qui craignaient la montée des forces extrémistes qui pourraient défier leurs intérêts dans la région. La Coalition n'a condamné aucune violation des droits de l'homme ni aucun discours confessionnel de Jaysh al-Islam et Ahrar al-Sham, et très rarement de Jabhat al-Nusra ces dernières années.[vi]

## Qu'en est-il d'un « état civil » ? Une solution viable ou un concept peu clair ?

Compte tenu des nombreuses attaques et atteintes délibérées au concept de laïcité, associées à l'affaiblissement des forces progressistes et démocratiques laïques dans la région – en particulier en raison de la répression exercée par les régimes autoritaires, le

terme d'«État civil» a été de plus en plus utilisé par des laïcs (principalement des libéraux, mais aussi d'anciennes personnalités issues de la gauche) et les groupes fondamentalistes islamiques. Le terme « état civil » a gagné du terrain depuis le début des années 2000. Son adoption par les deux principaux organes de l'opposition syrienne en exil prends sa source dans la période de la déclaration de Damas de 2005, puis au début des soulèvements de 2011.

De nombreux conservateurs, libéraux et démocrates laics affirment que ce concept d'état civil basé sur la citoyenneté est moins controversé pour des secteurs de la société, tout en incorporant les mêmes principes qu''un État laïc et sans discrimination sur la base de la religion ou du genre. Cependant, ces mêmes acteurs hésitent à détailler leurs idées sur le concept d'état civil, de la place de la charia. ou du contenu des lois sur le statut personnel. De leur côté, l'organisation des Frères Musulmans (FM) syriens ont publié plusieurs documents depuis 2001 en faveur de la création d'un État civil moderne et de concepts tels que la citoyenneté, État de droit, démocratie, pluralisme, égalité, etc. En théorie, il existe dès lors un accord complet.

Mais la notion d'état civil pour le MB en Syrie et ailleurs, et plus généralement de groupes fondamentalistes islamiques, devrait être analysée plus en profondeur que prise pour acquise. Les mouvements fondamentalistes islamiques rejettent complètement la laïcité, contrairement à ce que certains chercheurs ont avancé. [6] Zouheir Salim, l'un des anciens dirigeants des FM syriens et toujours très proche du mouvement, a déclaré en 2011 que séparer l'État de la religion signifiait «priver l'État de ses éthiques morales».[vii] L'idéologie des FM reste profondément enracinée dans le fondamentalisme religieux, où il n'y a pas de séparation entre la religion et l'État et où les lois fonctionnent dans le cadre de la charia. Les diverses itérations des FM dans la région n'ont pas la même compréhension d'un «État civil», considéré comme un premier pas vers un État islamique ou un État fondé sur la charia. Ils parlent généralement de dawla madaniyya bi-marji'iyya Islamiyya, c'est-à-dire d'un «État civil doté d'un cadre de référence islamique».[viii][ix]

Dans un document publié par le mouvement des FM en 2004 intitulé « Le projet politique pour l'avenir de la Syrie », l'Islam est en fait reconnu comme « un code de conduite pour le musulman convaincu, » une « Identité de civilisation » pour tous les Syriens, la religion officielle du pays et la plus haute source d'autorité légale.[x] Le projet stipule en fait que le groupe chercherait à «islamiser les lois de manière progressive, car nous sommes convaincus que la charia révélée par Allah est une source de miséricorde pour tous les hommes et qu'elle comprend les mesures les plus humaines, les plus sages et les plus prudentes qui soient qui sont dans le meilleur intérêt de tout le peuple ».[xi] Le texte est également ambigu sur les minorités religieuses, les considérant comme des citoyens égaux qui ne seraient pas discriminés, tout en affirmant que l'islam devrait être la base de l'État et de l'identité syrienne.

En outre, les droits des femmes demeurent un point d'ambiguïté dans l'idéologie des FM. Les FM appellent à la liberté de choix des femmes et à l'égalité des droits, tout en affirmant que «des valeurs appropriées doivent être mises en place pour garantir que les hommes et les femmes continuent à remplir les rôles mutuellement complémentaires que Dieu leur a assignés». Cela laisse le lecteur libre d'interpréter ce que peuvent être de telles «valeurs appropriées».[xii] À plusieurs reprises, des responsables des FM ont affirmé que l'identité de la nation syrienne était fondée sur les valeurs islamiques et par conséquent, tout gouvernement élu devait également incarner ces mêmes valeurs. Les membres des FM ont également fait de nombreux commentaires et déclarations confessionnelles contre les communautés chiites et alaouites, tout en considérant en même temps Jabhat al-Nusra

comme une force révolutionnaire et leurs «frères dans la foi».[xiii]

Nous avons vu ces idées prendre corps et être exprimées par les deux principaux organismes de l'opposition en exil, reflétant la domination des FM et des autres forces conservatrices qui les composent. En juillet 2012, lors de la conférence de l'opposition tenue au Caire sous le parrainage de la Ligue arabe, par exemple, le document du Pacte national relatif aux droits des femme notait que:

> «La Constitution garantit l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et cherche à créer le cadre législatif et juridique nécessaire pour lui permettre de s'émanciper sur les plans politiques, économiques et sociales, conformément à toutes les conventions internationales pertinentes et en harmonie avec les principes de la culture sociétale".[xiv]

La dernière phrase, en harmonie avec la culture de la société, a été ajoutée à la demande expresse de groupes et d'individus conservateurs islamiques. Cette mesure fut largement dénoncé par les féministes comme un moyen de restreindre leurs droits. De nombreuses militantes féministes ont critiqué le fait que les personnalités laïques du CNS, puis de la coalition syrienne et du Haut Comité de négociation ont inévitablement cédé à quasiment chaque reprise aux forces fondamentalistes islamiques, sacrifiant ainsi les droits des femmes par le biais de différents moyens. Les voix féministes se sont plaintes du manque ou de l'absence de représentation féminine dans ces organes de l'opposition, souvent limitée à une représentation symbolique sans réelle responsabilité. De même, ces organes de l'opposition ne se sont pas opposés aux diatribes et pratiques confessionnelles et chauvinistes arabes de leurs membres.

De même, le texte des principes généraux du plan de transition présenté par le Haut Comité de Négociation de l'opposition en septembre 2016 mentionnait exclusivement, par exemple, la culture arabe islamique comme source «de production intellectuelle et de relations sociales entre tous les Syriens» (Haute commission de négociation: 2016: 9). C'est la raison pour laquelle j'estime que, en adoptant l'idée d'un «État civil», des individus et des groupes démocratiques et laïcs ont cédé aux exigences essentielles de la création d'un futur État laïc et défendant les droits des femmes. Ils n'ont pas réussi à défier le confessionnalisme et ont cédé aux politiques des groupes réactionnaires pour des raisons opportunistes. Cela a eu des conséquences dramatiques sur l'opposition syrienne et a nui à sa capacité de se présenter comme une alternative inclusive au régime. Bien entendu, une différence doit être établie entre les groupes politiques qui ont adopté la rhétorique pour un « État civil » pour justifier et rechercher une alliance avec des groupes réactionnaires tels que les Frères musulmans d'un côté, et de l'autre les organisations populaires de jeunes activistes apparus pendant le soulèvement, utilisant cette notion, tout en abandonnant pas leur opposition au confessionnalisme et / ou aux discriminations à l'égard des femmes.

## Conclusion

La «laïcité» que doivent défendre les laïcs progressistes et démocrates n'est pas séparée de la lutte collective plus globale pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité en Syrie et au-delà. Cette forme de laïcité ne discrimine pas et ne fait pas la différence entre différentes confessions et ethnies, entre croyants et non-croyants, hommes et femmes. En

effet, la laïcité est un instrument essentiel pour lutter contre le confessionnalisme, le racisme, le sexisme et l'homophobie. Tous les individus devraient être égaux devant la loi et il ne devrait y avoir aucune loi basée sur les religions qui établissent une discrimination à l'égard des femmes en termes de statut personnel, ou à l'encontre de personnes sur la base de leurs orientations sexuelles, de leurs ethnies, etc. En même temps, comme mentionné auparavant dans le texte, la laicité inclusive que nous appelons doit constituer une garantie pour les croyant-es et les non croyant-es contre l'oppression étatique ou l'imposition d'une seule et unique compréhension de la religion à tous les croyants. Dans sa Critique du programme de Gotha du Parti ouvrier allemand (1875), Karl Marx a défendu le droit des gens de pratiquer leur religion en déclarant que « chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels, sans que la police y fourre son nez ».[xv]

La laïcité est un premier pas vers la contestation de ces différentes discriminations et donc une revendication démocratique majeure. Bien entendu, la laïcité ne peut exister sans démocratie et inversement. Dans ce cadre, la lutte pour la laïcité, aux côtés des autres éléments susmentionnés, ne vise pas seulement à créer une société plus tolérante, mais aussi à lutter contre les idées dominantes des régimes autoritaires et des mouvements fondamentalistes religieux et donc à lutter pour les opprimés contre les oppresseurs. L'hégémonie idéologique de ces groupes doit être remise en cause par des alternatives progressistes dans le cadre d'une lutte beaucoup plus vaste pour changer la société, qui inclut les questions de justice sociale et de démocratie.

Défendre une conception inclusive de la laïcité défie également les alliances politiques de certains membres et groupes libéraux laiques de l'opposition syrienne avec les FM et les groupes fondamentalistes islamiques qui ont refusé de défendre des exigences démocratiques fondamentales, et avec des pouvoirs autocratiques étrangers. Des problèmes similaires chez certains groupes libéraux et démocratiques s'alliant aux forces fondamentalistes ont été connus ailleurs dans la région. En effet, la devise (ou le slogan) «la fin justifie les moyens» ignore la manière dont les moyens utilisés vont influer sur le résultat … et nous avons vu l'impact que cela a eu sur l'opposition syrienne, qui a perdu l'attrait et l'inclusivité initial u mouvement populaire en Syrie.

La Syrie – et le reste de la région – n'est pas «exceptionnelle», comme le proclament certains orientalistes et orientalistes à rebours. Rien n'empêche la lutte pour les mêmes revendications que les peuples d'autres régions du monde, telles que la démocratie, la justice sociale, l'égalité, la laïcité.

Une note d'espoir dans l'avenir réside dans le fait que le processus révolutionnaire syrien entamé en 2011 est l'un des plus documentés. Cette mémoire restera et ne sera pas seulement là pour se remémorer le passé, y compris ses erreurs, mais aussi comme une opportunité de saisir ce passé pour construire une résistance future. Les expériences politiques et les idées accumulées depuis le début du soulèvement ne disparaîtront pas.

# Notes

[i] Une orientation politique que l'on retrouve depuis les années 1980 dans certains milieux de l'opposition syrienne et qui a été reprise par des groupes similaires à la suite de la Déclaration de Damas en 2005, cherchant à établir une alliance avec les FM ou du moins à entretenir des relations solides avec ce dernier.

[ii] Ryad al-Turk durant son premier interview à la suite de son arrivée en France a lui même déclaré que « La principale erreur a été l'urgence de réaliser l'unité des forces politiques et la formation du Conseil national Syrien sur la base d'un accord entre plusieurs partis politiques, notamment la Déclaration de Damas et les Frères Musulmans, sans imposer de conditions aux parties impliquées, et sans permettre de trouver des accords en cas de déséquilibre. Initialement, l'accord consistait à former le Conseil national au sein de son organe directeur composé de sept partis politiques, chacun sur un pied d'égalité de quatre délégués, avec un total de 28 membres. Cependant, d'autres groupes, tels que des membres de tribus, ont également demandé à être représentés politiquement au conseil, et on a découvert par la suite qu'ils sont devenus fidèles aux Frères musulmans. ». Cela n'a néanmoins pas empêché les représentants de son parti ou proche de a tendance politique à rester au sein du CNS jusqu'à aujourd'hui.
https://www.alquds.co.uk/%EF%BB%BFسور-من-متسللا-خروجه-بعد-له-حديث-أول-في/?fbclid=IwAR087E0Gw91ky98yJTEpHvtgq4tGxO72GLMWHFC709O5LEFK20QgIJTGzro

[iii] https://www.youtube.com/watch?v=_hdkkEFdROQ

[iv] https://www.annahar.com/article/97968-كيلو-لا-تقارنوا-جبهة-النصرة,

[v] http://drsc-sy.org/هش-سياسيٌّ-تحالفٌ-الائتلاف-عزيزة-طارق/

[vi] voir http://www.etilaf.org/press.html

[vii] Diaz, Naomi Ramirez (2018), 'Unblurring ambiguities', in Hinnebush R. and Imady O. (eds.), The Syrian Uprising, Domestic Origins and Early Trajectory, London and New York, Routledge, p. 10

[viii] Ainsi, par exemple, l'ancien adjoint du guide suprême du mouvement des FM égyptiens et considéré comme le numéro deux de l'organisation à l'époque, Muhammad Khairat al-Shater, déclarait en mars 2011, suite au renversement du dictateur Hosni Moubarak :

«Les *Ikhwan* travaillent à restaurer l'Islam dans sa conception globale pour la vie des gens, et ils considèrent que cela ne se fera qu'à travers une société forte. Ainsi, la mission est claire: restaurer l'islam dans sa conception globale; soumettre les gens à Dieu; instaurer la religion de Dieu; l'islamisation de la vie, renforcer la religion de Dieu; établir la renaissance (Nahda) de la Ummah (communauté ou nation musulmane) sur la base de l'Islam. […] Ainsi, nous avons appris [pour commencer] à construire l'individu musulman, la famille musulmane, la société musulmane, le gouvernement islamique, l'Etat islamique mondial. »

[ix] Nous pouvons trouver des déclarations similaires parmi les forces fondamentalistes islamiques chiites, par exemple le Hezbollah libanais a déclaré à de nombreuses reprises son opposition à toute forme de loi civile sur le statut personnel parallèlement à la loi sur le statut islamique, et a déclaré que de telles propositions étaient anti-islamiques. Jusqu'à ce jour, un État islamique est son système politique préféré, bien qu'il ne soit pas en mesure de le mettre en œuvre au Liban en raison de la diversité confessionnelle du pays.

[x] http://www.ikhwanwiki.com/index.php?title=المشروع_السياسي_لسورية_المستقبل

[xi] http://www.ikhwanwiki.com/index.php?title=المشروع_السياسي_لسورية_المستقبل

[xii] Lefèvre, Raphael (2013), 'The Ashes of Hama, the Muslim Brotherhoods in Syria', London: Hurst, p. 174

[xiii] Il ne faut pas oublier non plus que, si les FM avaient initialement appuyé la Déclaration de Damas en 2005, il s'est associé à quinze autres groupes de l'opposition aux côtés de l'ancien vice-président syrien Abdul Halim Khaddam, qui venait de quitter le régime, lors de la création du Front de salut national, soutenu par l'Arabie saoudite. En avril 2009, les FM ont annoncé la fin de la participation de la confrérie au Front de salut national, car l'organisation des FM cherchait une forme d'entente et de réconciliation avec le régime Assad. Le début du soulèvement populaire en Syrie en mars 2011 a mis fin à ce processus et au début du mois d'avril les FM ont appelé à le soutenir.

[xiv] http://archive.aawsat.com/details.asp?section=4&issueno=12273&article=684969#.W1ZBjyPpNR0

[xv] https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/enseignement/critique_enseignement.pdf